

9.3 Dépenses de santé

En 2016, la **consommation de soins et de biens médicaux (CSBM)** est évaluée à 198,5 milliards d'euros (Md€). Elle représente 8,9 % du PIB, soit un niveau similaire à ceux constatés les années précédentes, pour une dépense moyenne de 2 975 euros par habitant. Elle progresse de 2,3 % en valeur et de 2,9 % en volume, les prix de la CSBM reculant de 0,6 % par rapport à 2015. Le rythme de croissance de la CSBM en 2015 (+ 1,5 %) avait marqué un ralentissement, sous l'effet d'une contraction des prix de 0,9 %. Ainsi, la progression de 2016 constitue un retour au rythme tendanciel des dernières années. Les soins hospitaliers contribuent pour 1,0 point à la croissance totale de la CSBM, les **soins de ville**, notamment les auxiliaires médicaux et les médecins, pour 0,9 point, et les autres biens médicaux pour 0,3 point. Le poste médicaments est un facteur explicatif de l'accélération de la CSBM en 2016.

La Sécurité sociale finance 77,0 % de la CSBM en 2016, soit 152,8 Md€. Les prises en charge de l'État au titre de prestations versées aux invalides de guerre, des soins urgents ainsi que de l'aide médicale de l'État (AME) et des organismes de base au titre des soins des titulaires de la **couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C)** représentent 1,4 % de la CSBM. La part des **organismes complémentaires (OC)** diminue légèrement en 2016. Les prestations versées par les OC ont certes augmenté de 1,5 %, mais à un rythme moindre que celui de la CSBM (+ 2,3 %) et ce,

pour la troisième année consécutive. Cette faible croissance est le résultat des effets de la réforme des « contrats responsables », instaurée en 2015, qui réduit ou plafonne en particulier la prise en charge des OC pour les soins de médecins et pour les frais d'optique, et du développement des réseaux de soins.

Compte tenu de l'ensemble des évolutions précédentes, le reste à charge des ménages en santé, qui atteignait 9,3 % en 2011, diminue depuis lors pour s'élever à 8,3 % de la CSBM en 2016.

Entre 2012 et 2016, la tendance à la hausse de la part de la Sécurité sociale et, symétriquement, la baisse du reste à charge des ménages, sont liées au dynamisme des dépenses de santé les mieux prises en charge par l'assurance maladie, corollaire de la progression des effectifs d'assurés exonérés du ticket modérateur en raison d'une affection de longue durée (ALD).

Avec une **dépense courante de santé au sens international (DCSi)** représentant 16,9 % de leur PIB en 2015, les États-Unis se placent au premier rang des pays de l'OCDE. En France, la DCSi s'établit à environ 11 % du PIB, comme en Suède, en Allemagne et au Japon. Lorsque l'indicateur de comparaison retenu est la dépense courante de santé par habitant exprimée en **parité de pouvoir d'achat (PPA)**, la France se situe en position relativement plus basse. ■

Définitions

Consommation de soins et biens médicaux (CSBM) : comprend les soins hospitaliers, les soins ambulatoires (médecins, dentistes, auxiliaires médicaux, laboratoires d'analyse, thermalisme), les transports sanitaires, les médicaments et les autres biens médicaux (optique, prothèses, petit matériel et pansements). Seules les dépenses qui concourent au traitement d'une perturbation provisoire de l'état de santé sont prises en compte. Ainsi, les dépenses de soins aux personnes handicapées et aux personnes âgées en institution sont exclues.

Comptes nationaux de la santé, couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C), dépense courante de santé (DCS), dépense courante de santé au sens international (DCSi), dépense totale de santé (DTS), médicament générique, organismes d'assurance maladie complémentaires, parité de pouvoir d'achat (PPA), soins de ville : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les dépenses de santé en 2016 – Résultats des Comptes de la santé », *Panoramas de la Drees santé*, Drees, édition 2017.
- « En 2016, les dépenses de santé retrouvent leur dynamisme », *Études et Résultats* n° 1024, Drees, septembre 2017.
- « Les dépenses de santé depuis 1950 », *Études et Résultats* n° 1017, Drees, juillet 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Consommation de soins et de biens médicaux

en milliards d'euros courants

	2006 (r)	2016	16/15 en %
Soins hospitaliers¹	70,5	92,4	2,2
Secteur public	54,4	71,3	2,2
Secteur privé	16,2	21,1	2,1
Soins ambulatoires	82,7	106,2	2,4
Soins de ville	39,1	52,2	3,3
dont : <i>médecins et sages-femmes</i>	<i>17,1</i>	<i>20,6</i>	<i>2,7</i>
<i>auxiliaires médicaux</i>	<i>8,6</i>	<i>15,0</i>	<i>4,4</i>
<i>dentistes</i>	<i>9,1</i>	<i>11,1</i>	<i>2,9</i>
<i>analyses de laboratoires</i>	<i>3,9</i>	<i>4,4</i>	<i>2,7</i>
<i>cures thermales</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>3,9</i>
Médicaments en ambulatoire	31,2	34,0	0,3
Autres biens médicaux en ambulatoire	9,4	15,2	3,6
Optique	4,4	6,2	0,5
Prothèses, orthèses, VHP ²	1,6	2,9	6,0
Matériels et pansements	3,3	6,1	5,9
Transports de malades	3,1	4,8	4,4
Consommation de soins et de biens médicaux	153,2	198,5	2,3

1. Court et moyen séjour, psychiatrie.

2. Véhicules pour handicapés physiques.

Source : Drees, comptes nationaux de la santé - base 2010.

Poids de la CSBM et de la dépense courante de santé

en % du PIB

	2006	2009	2015 (r)	2016
Consom. de soins et de biens médicaux	8,3	8,8	8,8	8,9
Dépense courante de santé	11,1	11,9	11,9	12,0

Sources : Drees, comptes nationaux de la santé - base 2010 ; Insee.

Structure du financement de la consommation de soins et de biens médicaux

en %

	2007	2015 (r)	2016
Sécurité sociale de base ¹	76,9	76,8	77,0
État et CMU-C org. de base ²	1,3	1,4	1,4
Organismes complémentaires ³	13,0	13,4	13,3
Mutuelles	7,6	7,1	6,8
Sociétés d'assurance	3,0	3,7	3,8
Institutions de prévoyance	2,4	2,6	2,6
Ménages	8,8	8,4	8,3
Total	100,0	100,0	100,0

1. Y c. déficit des hôpitaux publics et les régimes Alsace Moselle et CAMIEG.

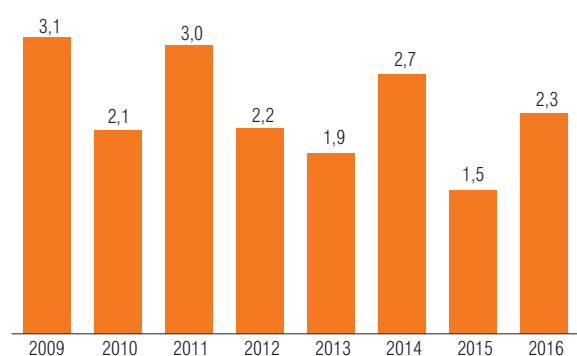
2. CMU-C : couverture maladie universelle complémentaire.

3. Y c. prestations CMU-C versées par ces organismes.

Source : Drees, comptes nationaux de la santé - base 2010.

Évolution de la CSBM

par rapport à l'année précédente en %



Source : Drees, comptes nationaux de la santé - base 2010.

Dépense courante de santé

en milliards d'euros courants

	2006	2016	16/15 en %
CSBM	153,2	198,5	2,3
Soins de longue durée ¹	12,9	20,3	1,1
Indemnités journalières	10,7	14,0	3,0
Autres dépenses en faveur des malades	0,3	0,7	5,4
Prévention	5,2	5,8	0,2
Subventions au système de soins nettes des remises conventionnelles	2,1	2,2	- 8,4
Recherche	7,0	7,6	1,4
Formation	1,3	2,2	1,7
Coût de gestion syst. de santé ²	12,2	15,3	1,1
Dépense courante de santé	204,9	266,6	2,0

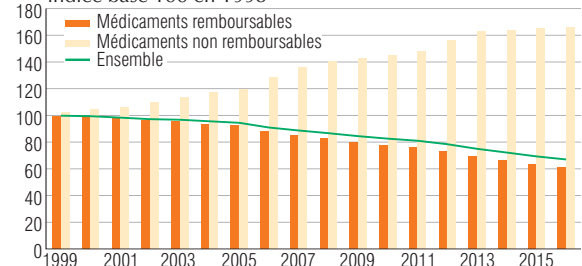
1. Soins aux personnes âgées ou handicapées en établissements et services de soins infirmiers à domicile.

2. Le coût de gestion des organismes complémentaires est calculé hors contribution à la taxe de solidarité additionnelle (fonds CMU avant 2011).

Source : Drees, comptes nationaux de la santé - base 2010.

Évolution des prix des médicaments de 1999 à 2016

indice base 100 en 1998

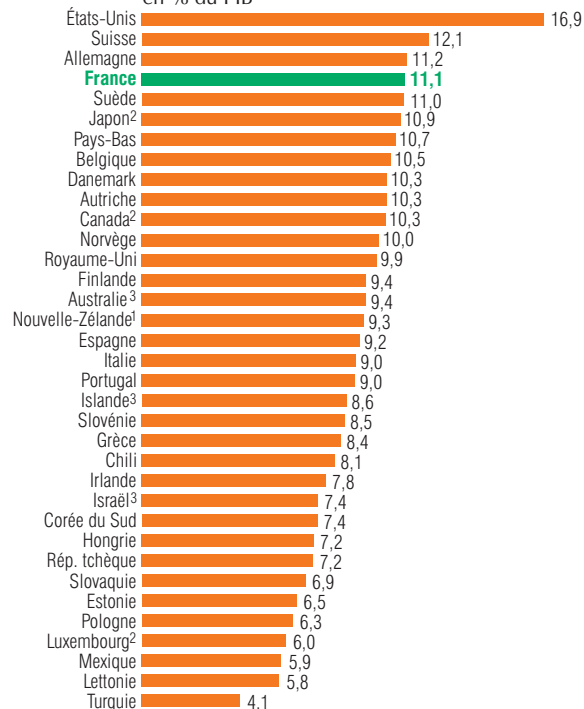


Note : l'innovation n'est pas prise en compte dans l'évolution du prix.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Dépense courante de santé dans les pays de l'OCDE en 2015

en % du PIB



1. Valeur estimée. 2. Valeur provisoire. 3. Différence de méthodologie.

Note : classement établi à partir de la dépense courante de santé au sens international.

Source : OCDE.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

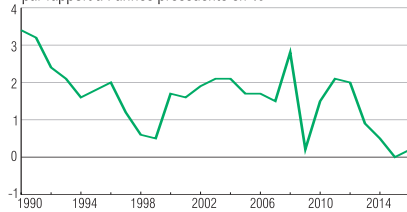
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Champ : France hors Mayotte.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.
Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales